



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 23/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/12/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON**

10 boulevard de la République  
Thouarcé  
49380 Bellevigne-En-Layon

**Références :** 2025-653\_COOP SYND DISTILLAT THOUARCE - THOUARCÉ\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006301335

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON implanté Route de Faye d'Anjou Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée par l'OFB en date du 03 novembre 2025 par courriel qu'un épisode de mortalité piscicole avait eu lieu dans la rivière du Layon le weekend du 1<sup>er</sup> novembre 2025 au niveau du moulin de GILBOURG. L'origine de la pollution n'a pu être identifiée par ce dernier.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la visite d'inspection du 16 décembre 2025, la société étant située à quelques kilomètres en amont de la zone impactée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPÉRATIVE SYNDICALE DE DISTILLATION DE THOUARCÉ ET DES VIGNOBLES DU LAYON
- Route de Faye d'Anjou Thouarcé 49380 Bellevigne-en-Layon
- Code AIOT : 0006301335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Coopérative Syndicale de Distillation de Thouarcé et des Vignobles du Layon (qui fait partie de l'Union Agricole des Pays de Loire (UAPL)), exploite sur la commune de Bellevigne-en-Layon, une distillerie qui assure le traitement des sous-produits de la production viticole. Elle effectue également la distillation de fruits (poires). Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 juin 2000 et de l'arrêté préfectoral modificatif du 10 novembre 2005 relatif à la gestion et au traitement des rejets aqueux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fréquence de surveillance des macropolluants	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 4 + Art. 58-III de l'AM 02/02/1998	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 2	Sans objet
3	Recalage de la chaîne de mesure	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 4	Sans objet
4	Stockage des marcs	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article Art. 7.6.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autosurveillance est suivie conformément aux prescriptions. Il est cependant demandé à l'exploitant de mettre en place les actions nécessaires afin de justifier de la réalisation au moins à une fréquence bisannuelle d'un contrôle de recalage dont le prélèvement est réalisé par un laboratoire accrédité. De plus les résultats des analyses de recalage sont à transmettre via l'outil GIDAF. Pour la partie stockage des marcs, il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer du bon état des plates-formes et des dispositifs de collecte des effluents ainsi que de leur étanchéité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fréquence de surveillance des macropolluants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 4 + Art. 58-III de l'AM 02/02/1998
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Art. 4 de l'AP du 10/11/2005 :</u> [...] En cas de rejet dans le Layon, l'exploitant met en place un programme d'autosurveillance de la qualité de ses rejets portant sur les paramètres et selon les fréquences définis ci-après :

- continue : Débit , pH
- journalière : DCO, MES
- hebdomadaire : DBO<sub>5</sub>, NTK, Phosphore total

L'exploitant fait procéder tous les semestres à un recalage de son autosurveillance par un laboratoire agréé ou dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres visés ci-dessus. [...]

Art. 58-III de l'AM 02/02/1998 :

[...]

L'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant rejetant ses effluents de STEP dans le Layon, il est soumis à l'obligation de mise en place du programme d'autosurveillance.

Une vérification des déclarations GIDAF est réalisée sur la période de janvier 2024 à novembre 2025.

Lors de la visite sur site, il a été constaté que le débit et le pH des effluents étaient bien mesurés en continu au niveau de la sortie de station d'épuration. Les déclarations GIDAF montrent que les paramètres pH, MES et DCO sont mesurés quotidiennement (analyse en interne). La DBO<sub>5</sub>, l'azote total Kjeldahl et le phosphore total sont quant à eux mesurés hebdomadairement (analyse en interne).

Les fréquences de surveillance fixées dans l'AP du 10/11/2005 sont respectées pour ces paramètres. A noter qu'aucun rejet n'est constaté entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 20 octobre sur cette période.

Concernant le recalage de son autosurveillance, l'exploitant a fourni préalablement à la visite ses deux derniers rapports d'analyse réalisés par le laboratoire INOVALYS datés du 05/11/2024 et 06/02/2025. Ce laboratoire est agréé par le ministère chargé de l'environnement.

Il est expliqué en séance qu'une analyse comparative des résultats est réalisée à réception de ces rapports ainsi qu'un bilan comparatif annuel. Ce dernier a été vu lors de la visite. La comparaison des résultats obtenus en interne avec ceux issus du laboratoire montrent la présence de faibles écarts.

Les résultats obtenus en interne sont cohérents et la périodicité du recalage prescrite dans l'AP du 10/11/2005 est respectée.

En revanche, les deux rapports d'analyse du laboratoire INOVALYS transmis indiquent que les

prélèvements ne sont pas réalisés par le laboratoire. Il en est de même pour les rapports d'analyse du laboratoire EUROFINS réalisés en 2023 et 2024 dans le cadre du Suivi Régulier des Rejets (SRR) de l'exploitant (documents transmis en amont de la visite et mentionnés dans le constat n°3) où le laboratoire précise que les prélèvements sont effectués par le client.

Ainsi l'exploitant n'a pas justifié que les prélèvements soient réalisés au moins une fois tous les deux ans par un laboratoire accrédité pour le prélèvement conformément aux dispositions de l'article 58-III de l'AM 02/02/1998.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les actions nécessaires afin de justifier de la réalisation au moins à une fréquence bisannuelle d'un contrôle de recalage dont le prélèvement est réalisé par un laboratoire accrédité.**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses de recalage via l'outil GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 2 : Respect des VLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les caractéristiques maximales de concentration et de charge de pollution des effluents épurés avant rejet dans le Layon respectent les valeurs limites suivantes sans dilution :

- pH :  $6 < \text{pH} < 8$
- MES : 35 mg/l et 10 kg/j
- DCO : 1 000 mg/l et 290 kg/j
- DBO<sub>5</sub> : 30 mg/l et 9 kg/j
- Azote global (NTK) : 45 mg/l et 13 kg/j
- Phosphore total : 10 mg/l et 3 kg/j

[...]

**Constats :**

Sur la période de janvier 2024 à novembre 2025 et selon les déclarations GIDAF de l'exploitant, il est constaté une conformité des rejets de l'ensemble des paramètres pH, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK, phosphore total aussi bien en concentration qu'en flux.

Aucun dépassement n'est constaté sur cette période.

Le lien avec l'épisode de pollution constaté dans le Layon en novembre 2025 n'est pas établi.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Recalage de la chaîne de mesure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article Art. 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres de pollution mentionné supra par un organisme extérieur.

Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées. La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques. [...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni préalablement à la visite ses deux derniers rapports de validation du dispositif de Suivi Régulier des Rejets aqueux (SRR) à savoir ceux de 2023 et 2024.

Il explique faire réaliser cette vérification tous les ans. Ces documents réalisés par le laboratoire IRH Ingénieur Conseil présentent bien les éléments attendus sur la vérification de la chaîne de mesure des paramètres à analyser. Le rapport de 2024 fait état des conclusions suivantes :

- Observations sur l'ouvrage de mesure de débit :

« Le débitmètre électromagnétique en place est installé selon les règles de l'art. Lors de notre visite, le débitmètre électromagnétique fonctionne donc dans des conditions satisfaisantes. »

- Observations sur la chaîne de mesure de débit :

« Les débits mesurés par le débitmètre électromagnétique sont cohérents avec ceux mesurés par l'appareil de contrôle. Le volume totalisé est également correct (écarts inférieurs à 10%). Lors de notre visite, le débitmètre électromagnétique semble fonctionner correctement. »

- Observations sur la chaîne de prélèvement :

« Actuellement, l'échantillonneur automatique fonctionne correctement et présente des réglages adaptés pour confectionner des échantillons moyens 24h représentatifs du rejet station pour des volumes journaliers supérieurs à 100 m<sup>3</sup>/j. »

- Observations sur le comparatif analytique :

« Nous constatons donc une corrélation satisfaisante des analyses réalisées par le laboratoire de la station par rapport aux analyses réalisées par le laboratoire EUROFINS Maxéville accrédité COFRAC et agréé pour l'ensemble des paramètres contrôlés [...]. »

- Divers :

« Les personnels intervenants sont concernés et attentifs à la pratique du SRR. Le suivi est d'ailleurs majoritairement très bien maîtrisé. La Coopérative Syndicale de Distillation a sollicité la société SAUR Industries pour un contrat de maintenance sur la station. [...] »

La périodicité de réalisation de ces études ainsi que les éléments contenus dans les rapports sont



conformes à la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Stockage des marcs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article Art. 7.6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Les marcs sont entreposés sur des plates-formes étanches. Les effluents, jus d'égouttement et eaux de ruissellement, sont collectés (pentage des plates-formes). Des dispositifs évitant les écoulements extérieurs sont mis en place (murets).

L'exploitant procède à une inspection au moins annuelle de l'étanchéité des plates-formes et des dispositifs de collecte des effluents.

**Constats :**

Lors de la visite de 2025, la présence des dispositifs prescrits a été constatée sur site. Les produits sont entreposés sur des plate-formes étanches et constatées en bon état.

Préalablement à la visite, un document de suivi des contrôles des dispositifs de collecte des effluents a été transmis. Il consiste en la vérification visuelle une à deux fois par semaine des dispositifs par un opérateur. Les constats et actions notamment de nettoyage y sont reportés. L'exploitant explique par ailleurs qu'un nettoyage complet du site est réalisé à chaque intersaison (printemps/été) permettant de constater si des actions d'entretien ou de réparation sont à mener. Le dernier bon d'intervention pour le nettoyage des plate-formes et des dispositifs de collecte a été fourni par l'exploitant après la visite (intervention du 20 au 22 mai 2025) ainsi que la dernière facture de travaux et réfection des réseaux du site (août 2024). Cette dernière fait notamment état de travaux de reprise du réseau et du sol à savoir des travaux de démolition de dalles et des sols, de reprise de canalisation, de remplacement de regard, de reprise de dalle béton et surface enrobée.

**Observation :**

**Il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer du bon état des plates-formes et des dispositifs de collecte des effluents et de leur étanchéité.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

